

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

STRASBOURG, le 03/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

VICAT (usine de Xeulilly)

Route de Pierreville
54990 XEUILLEY

Références : SAF/IP/929_2022
Code AIOT : 0006200725

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2022 dans l'établissement VICAT (usine de Xeulilly) implanté 16 Route de Pierreville 54990 XEUILLEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT (usine de Xeulilly)
- 16 Route de Pierreville 54990 XEUILLEY
- Code AIOT : 0006200725
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Cimenterie dont l'autorisation d'exploiter est régie par l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 11.5	/	Sans objet
11	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 11.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6	/	Sans objet
2	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6	/	Sans objet
3	Installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6	/	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 10	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6	/	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6	/	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
10	Déclaration Annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le programme de surveillance des rejets aqueux est à mettre à jour en termes de paramètres et de VLE. Dans ce cadre, l'exploitant doit se positionner, sous un délai d'un mois, de façon argumentée sur les futures valeurs limites d'émission (VLE en concentration et en flux) associées à ses rejets et cela pour chacun des paramètres en tenant compte notamment de l'arrêté ministériel du 03/05/93 relatif aux cimenteries et des paramètres déclassants pour la masse d'eau "Madon 4".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prélèvement Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans le Madon (60 m3/h) sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur et d'un dispositif de coupure.
Constats : Il n'y a aucun changement par rapport au constat formulé dans le rapport SAF/IP/901-2020 en ce qui concerne le respect du débit de prélèvement fixé et le dispositif de suivi du volume prélevé ainsi que le dispositif de coupure. L'exploitant a adressé par courriel adressé à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle le 03 mars 2022 comme exigé par l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-1147 du 02 novembre 2020, un diagnostic relatif à ses prélèvements d'eau et les axes d'amélioration possibles pour réduire ses prélèvements. L'examen des éléments adressés fera l'objet d'un rapport distinct. A ce jour l'arrêté préfectoral ne fixe pas de débit maximal journalier. L'arrêté préfectoral sera actualisé ultérieurement afin de fixer le débit susvisé comme le prévoit l'article 11.2 de l'arrêté ministériel du 03/05/93 relatif aux cimenteries.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Collecte des eaux et plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les autres eaux, à savoir les eaux pluviales et de drainage de l'ensemble du site, les eaux sanitaires traitées conformément à la réglementation en vigueur, les eaux issues du lavage après chargement des véhicules routiers après décantation, les eaux issues du lavage après chargement des wagons après décantation et déshuilage, seront collectées dans un bassin d'une capacité de 3550 m3 dit bassin "usine", géré presque à vide avant rejet unique dans le Madon via le fossé longeant le chemin communal de XEUILLEY à PIERREVILLE.
Constats : Le site dispose d'un bassin d'une capacité de 3 550 m3 et collectant l'ensemble des eaux susmentionnées (présence d'un détecteur de niveau avec alarme). Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un plan des réseaux actualisé en juillet 2016 suite à la mise en place de micro-stations en remplacement des fosses septiques pour traiter les eaux sanitaires sur demande de l'agence de l'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Entretien des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déshuileurs décanteurs et bassin « usine » seront nettoyés et curés régulièrement
Constats : Le débourbeur-déshuileur placé en sortie de bassin permet de traiter l'eau avant rejet dans le Madon. Le nettoyage de ce dispositif est effectué annuellement par un hydrocureur (Malézieux). Le bassin de 3550 m3 situé en amont est également nettoyé annuellement par le personnel interne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Enregistrement des volumes d'eau prélevé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats sont enregistrés chaque semaine
Constats : Les volumes prélevés sont adressés à l'inspection mensuellement par le biais du rapport d'activité. L'exploitant a indiqué qu'il avait pour projet d'automatiser cet enregistrement hebdomadairement. Néanmoins, ce projet n'a pas abouti à ce jour. L'exploitant a ajouté que l'enregistrement hebdomadaire du volume d'eau prélevé sera mis en place sous 1 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Programme de surveillance et fréquences de mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle trimestriel par un laboratoire extérieur sera réalisé sur le rejet ; le contrôle portera sur le Microtox et sur les pH, MEST et HCT. Annuellement, ce contrôle portera sur le Microtox et sur les pH, MEST, Cl-, DCO, COT, HCT, AOX, PCB+PCT, BTEXS et HAP. Trimestriellement, le laboratoire chargé des prélèvements inopinés de déchets effectuera un prélèvement dans le Madon en amont et en aval de l'usine en vue d'une analyse de la toxicité aiguë (test microtox) et des HCT. Semestriellement, l'analyse portera sur la toxicité aiguë et les pH, Cl-, DCO, COT, HCT, AOX, PCB+PCT, BTEXS et HAP.
Constats : Les rejets dans le Madon 4 se font par bâchées. L'inspection n'a pas d'autres remarques à formuler sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Programme de surveillance et fréquences de mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, l'exploitant fait réaliser des mesures selon des méthodes normalisées sur les effluents industriels qu'il rejette dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement. Ces mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Les paramètres suivants sont mesurés sur une durée de vingt-quatre heures : Débit ; Température ; pH ; MES ; DBO5 ; DCO ; Métaux ; Phénols ; Hydrocarbures. Pour les hydrocarbures, la méthode NFT 90203 est employée. Les résultats de ces mesures sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant réalise les analyses sur les paramètres listés dans son arrêté préfectoral d'autorisation mais n'a pas intégré les paramètres listés dans l'arrêté visé en référence. L'exploitant indique que ces paramètres seront analysés dès juillet 2022. L'exploitant adressera, sous 15 jours, à l'inspection des installations classées la date retenue en juillet pour réaliser les prélèvements et effectuer ces analyses complémentaires; Les résultats des analyses seront adressés à l'inspection des installations classées dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les normes de rejet sont les suivantes : pH > ou = 5 mais < ou = 7 ; MEST < ou = 30 mg/l, HCT < ou = 5 mg/l et Microtox NT
Constats : L'inspection n'a pas de remarque à formuler à ce sujet si ce n'est que le pH mesuré est régulièrement à 8 soit au dessus du seuil fixé dans l'arrêté préfectoral. Néanmoins, l'inspection constate d'une part que le pH de la masse d'eau "Madon 4" est compris entre 8 et 8.4 d'après le S.I.E.R.M., et d'autre part, que l'article 11.2 de l'arrêté ministériel du 03/05/93 relatif aux cimenteries fixe comme seuil les valeurs suivantes: 5,5 et 8,5 (9,5 dans le cas d'une neutralisation à la chaux) ; En conséquence, une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation sera effectuée ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats seront adressés à l'inspecteur des installations classées par le biais du rapport d'activité
Constats : L'exploitant adresse les résultats directement dans le rapport d'activité dont le contenu est fixé à l'article It.1 de l'arrêté visé en référence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'exploitant télédéclare les résultats de la surveillance de ses émissions aqueuses (GIDAF). L'inspection note que le cadre de surveillance doit être modifié pour intégrer les paramètres complémentaires à suivre dans les prochaines campagnes de surveillance conformément à l'arrêté ministériel du 03 mai 1993 relatif aux cimenteries.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Déclaration Annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Complétude de la déclaration GERE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : - les émissions (...) dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II (...) dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe (...); - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret (...)</p> <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p> <p>Constats : L'exploitant déclare dans l'outil GERE les volumes d'eau consommés et rejetés (vérification sur les années 2019 - 2020 et 2021). L'inspection informe que lorsque le seuil de prélèvement fixé dans l'arrêté cité en référence est dépassé, il convient de cocher notamment la case mentionnant ce point. L'exploitant veillera à compléter cette partie de la déclaration pour les données 2022 à déclarer en 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 11.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Compatibilité "milieu"
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les valeurs limites de rejet sont compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur et les différentes utilisations du milieu. Les valeurs limites les plus contraignantes peuvent donc être mises en œuvre sans prendre en compte un seuil déterminé par un flux maximal de pollution.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'une autosurveillance fixée dans son arrêté préfectoral d'autorisation de 2006 laquelle est à actualiser en tenant compte de paramètres complémentaires listés dans l'arrêté ministériel de 1993 cité en référence. Ledit arrêté précise que les valeurs limites de rejet doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur et les différentes utilisations du milieu. Dans ce cadre pour mettre à jour le programme de surveillance, il appartient à l'exploitant de se positionner de façon argumentée sur les futures valeurs limites d'émission (VLE en concentration et en flux) associées à ses rejets en tenant compte des paramètres déclassants pour la masse d'eau "Madon 4" et toutes substances pertinentes avec son activité.</p> <p>Ce positionnement sera à transmettre à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, avec l'ensemble des éléments requis à cet effet.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet